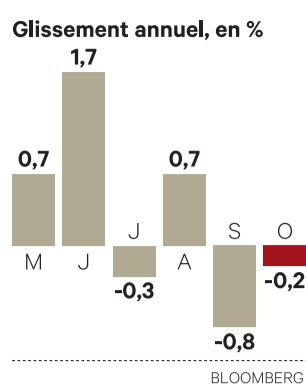


MONDE

en chiffres

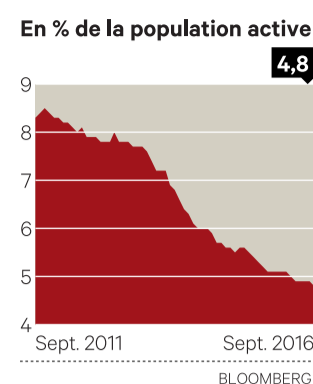
RUSSIE : BAISSÉ DE LA PRODUCTION

La production industrielle de la Russie s'affiche en recul de 0,2 % par rapport à octobre 2015, après une diminution de 0,8 % sur un an en septembre. L'évolution de l'activité a été contrastée pour les hydrocarbures : la production de pétrole a progressé le mois dernier de 2,4 % sur un an alors que celle de gaz naturel a reculé de 1,8 %.



ROYAUME-UNI : LÉGER REcul DU CHÔMAGE

Le taux de chômage au Royaume-Uni a légèrement reculé, à 4,8 %, lors de la période de trois mois achevée fin septembre, au plus bas depuis 2005. Au total, 1,6 million de personnes étaient au chômage pendant la période de juillet à septembre, soit 146.000 de moins qu'un an plus tôt.



13 %

LES DEMANDES D'ASILE DÉCÉLÈRENT EN FRANCE

La France a enregistré 70.500 demandes d'asile entre janvier et octobre, soit une hausse de 13 % par rapport à la même période de 2015, ce qui marque une tendance à la décélération, selon l'Ofpra (+23,6 % en 2015).

UNION EUROPÉENNE

Budget : Bruxelles desserre l'étoupe pour mieux soutenir la croissance

- La Commission renonce à sanctionner l'Espagne, le Portugal et l'Italie.
- Elle appelle à une « politique budgétaire expansionniste » en zone euro.

Derek Perrotte
@DerekPerrotte
— Bureau de Bruxelles

Bruxelles s'inquiète, sermonne, menace et, à la fin, ne sanctionne pas. L'édition 2016 de la revue par la Commission européenne des situations budgétaires et des projets de budget 2017 des 19 États de la zone euro, dévoilée mercredi, rappelle les précédents exercices. Dans le viseur depuis l'été pour non-respect des trajectoires négociées pour revenir dans les clous, l'Espagne et le Portugal évitent le carton rouge d'un avis négatif, qui aurait entraîné une amende, la suspension de fonds structurels et aurait constitué une grande première.

Cette menace, brandie depuis l'été, est même levée pour les deux pays, les efforts récents et les promesses pour 2017 étant jugés suffisants pour jouer la clémence : « Il ne faut pas les accabler mais continuer à les aider à sortir de la crise », souligne le commissaire aux Finances Pierre Moscovici. Autre dossier chaud, l'Italie, en dépit de l'ampleur de sa dette (133 % du PIB) et d'un budget loin de produire les efforts exigés pour la réduire, est aussi préservée : Matteo Renzi, qui l'exigeait en fustigeant les « diktats » de l'Europe, a obtenu une prise en compte très souple des dépenses d'urgence liées aux séismes et à l'accueil des migrants.

Ces trois pays restent tout de même enjoins de faire des efforts sur leurs budgets 2017, qui présentent, comme ceux de la Belgique, la Finlande, la Slovaquie, la Lituanie et Chypre, un « risque de non-conformité » aux règles européennes. Cinq pays ont des budgets « globalement conformes » : la France, l'Irlande, l'Autriche, la Lettonie et Malte. Sans surprise, enfin, l'Allemagne, l'Estonie, les Pays-Bas, la Slovaquie et le Luxembourg reçoivent un satisfecit total.

C'est pourtant, n'en déplaise à l'Allemagne, une victoire de la ligne « Moscovici » d'une politique budgétaire plus souple, tirant plein profit des flexibilités ouvertes par le pacte de croissance. Et un signal politique supplémentaire du refus de la Commission Juncker d'une trop forte

austérité. Cette approche rompt avec l'ère Barroso et fait écho aux déclarations, la veille, de Barack Obama, qui a promis depuis Athènes de « dire à l'Europe que l'austérité ne peut à elle seule être le vecteur de la prospérité ». « Notre rôle est de renforcer la reprise économique », encore trop « fragile » pour ramener le chômage et la pauvreté à des niveaux plus tenables, explique Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission. Une urgence, et même un devoir « face à la montée des populismes », abonde Pierre Moscovici.

Il est temps que les États jouissant de marges de manœuvre budgétaires alimentent plus le moteur économique.

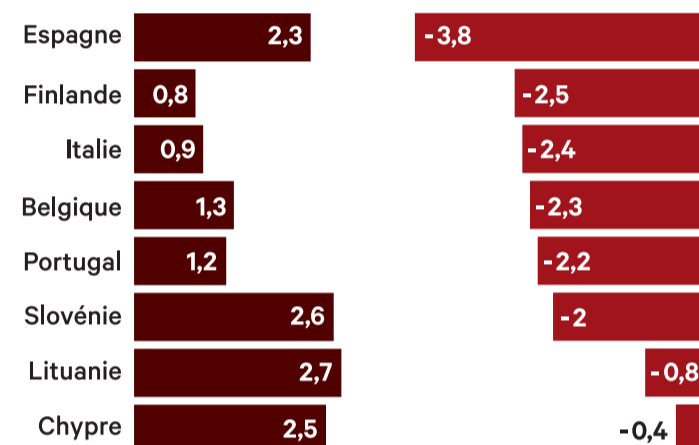
La Commission franchit à cet effet un nouveau pas en appelant, une première, à « une orientation budgétaire expansionniste » pour la zone euro, de l'ordre de 0,5 % de PIB. En clair : après les efforts produits depuis la crise pour rétablir la situation globale (le déficit de la zone euro est retombé à 1,8 % de PIB), il est temps que les États jouissant de marges de manœuvre budgétaires alimentent plus le moteur économique, en complément des efforts qu'entreprend de son côté Bruxelles (plan Juncker, réformes bancaires, etc.). La BCE pousse dans le même sens. « On peut et on doit combler l'écart entre la croissance réelle et la croissance potentielle », souligne un expert européen. Cet appel du pied à l'Allemagne promet, admet Pierre Moscovici, des « débats animés » à l'Eurogroupe et à l'Ecfin, qui se pencheront sur la question les 5 et 6 décembre. « J'assume pleinement », assure-t-il, louant sa démarche comme « une ambition pour la zone euro » et « une étape vers une forme d'union budgétaire ». Un serpent de mer que la France et Jean-Claude Juncker tentent de faire avancer depuis longtemps. Sans succès jusqu'ici. ■

Les pays dans le collimateur de la Commission européenne

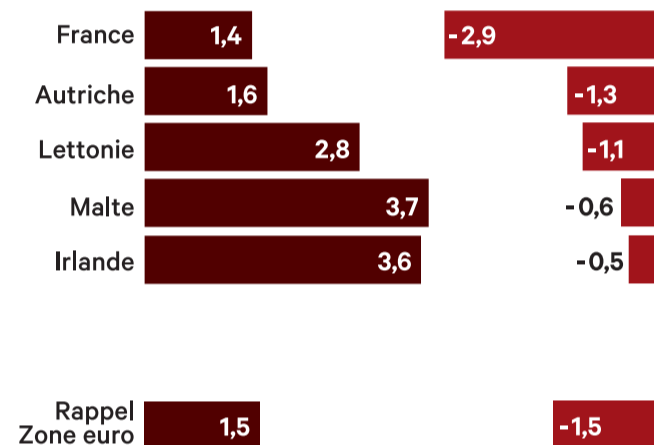
Prévisions 2017

■ Croissance (variation annuelle du PIB, en %) ■ Déficit (en % du PIB)

Pays avec un « risque de non-conformité »



Pays globalement conformes



Taux d'endettement

En % du PIB



* LES ÉCHOS / SOURCE : COMMISSION EUROPÉENNE

La Commission souligne les progrès de la France, au grand regret d'un Sénat très remonté contre le budget 2017

La Commission juge le projet de loi de finances « globalement conforme ». Le Sénat a, lui, décidé de rejeter d'emblée le projet.

Renaud Honoré
@r_honore

Si François Hollande voulait trouver des motifs de consolation en cet automne guère réjouissant pour lui, il pourrait se tourner vers Bruxelles. Longtemps abonnée au rôle de cancre budgétaire durant ce quinquennat, la France a vu pour une fois son budget salué positivement par la Commission européenne mercredi. « Globalement conforme » : cet avis de l'exécutif européen à propos du projet de loi de finances pour 2017 ne donne pas encore à Paris le rôle d'élève modèle, mais il conforte l'exécutif dans son objectif de ramener le déficit sous la barre des 3 % du PIB. « C'est une bonne nouvelle qui était

attendue depuis longtemps », a commenté en connaissance de cause l'ancien ministre des Finances de François Hollande, Pierre Moscovici, désormais commissaire aux Affaires économiques. Bruxelles voit donc le déficit français à 2,9 % l'an prochain, un peu au-dessus du 2,7 % prévu par l'exécutif. Signe de sa confiance relative, Pierre Moscovici insiste moins sur 2017 que sur la suite : « On voit bien que le budget 2018 sera clef pour l'avenir », a-t-il expliqué, mettant en garde les candidats à la présidentielle contre toute fuite en avant budgétaire.

La Commission européenne ne donne pas pour autant un quitus complet à Paris sur 2017. Certains risques sont identifiés, comme le coût de la recapitalisation attendue d'Areva ou les économies très incertaines prévues par le gouvernement grâce à une réforme de l'Unédic qui n'existe pas pour le moment. Les faibles efforts structurels sont égale-

ment épinglés. Enfin, la Commission regrette les « progrès limités » dans la gouvernance budgétaire française. Paris avait promis de mettre en place des mécanismes permettant de mieux contrôler les dépenses publiques. Le résultat est maigre : les programmes de « revue des dépenses » ont été très décevants cette année, et l'objectif d'évolution de la dépense locale reste indicatif.

Un geste politique fort

Ces critiques restent à fleurets mouchetés quand on compare à l'artillerie lourde sortie par le Sénat. La Haute Assemblée n'a en effet visiblement pas la même vision du budget 2017 que la Commission européenne, et a décidé de le rejeter sans même l'examiner en séance publique. Un geste politique fort – sans grande incidence sur le fond puisque le dernier mot revient à l'Assemblée nationale – utilisé la dernière fois en 1992. Ce qui justifie

une telle offensive ? Les sénateurs de droite, majoritaires, ne font pas dans la demi-mesure quand ils évoquent le budget 2017 du gouvernement, qualifié successivement de « bidon », « maquillé comme une voiture volée » (sic), « marqué par une insincérité inqualifiable », ou encore « d'affichage électoral ».

Sur le fond, le chiffre de 20 milliards de déficit supplémentaire est avancé, mais cela n'amènerait celui-ci qu'à un niveau compris entre 3 % et 3,2 % au dire même des sénateurs de l'opposition, pas si loin de ce que calcule la Commission. Une Commission brocardée pour avoir conforté le gouvernement. « J'ai surtout l'impression que Pierre Moscovici vient au secours du candidat Hollande », a critiqué Vincent Capo-Canellas (UDI-UC).

Lire l'éditorial d'Étienne Lefebvre Page 8

SL

Les Echos SÉRIE LIMITÉE

Nouveau site SL : le luxe se vit aussi au quotidien



Retrouvez le meilleur de votre magazine également sur lesechos.fr/SL